

La Belgique très attendue au Conseil de sécurité sur les élections au Congo

La Belgique entre au Conseil de sécurité de l'ONU pour deux ans. Notre pays est attendu sur plusieurs dossiers critiques. Au top de ses priorités, les élections au Congo.

VINCENT GEORIS

Congo, Sahel, Somalie, Syrie, enfants soldats, Iran... Lors des deux prochaines années, le Belgique jouira d'un statut privilégié dans le monde en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est la sixième fois qu'elle exerce ce mandat depuis l'existence de l'ONU.

Sa diplomatie, bien rodée, et son expérience de membre fondateur sont deux atouts lui permettant de peser dans les débats onusiens au-delà de sa taille. En témoigne, le score de 181 voix obtenues par la Belgique sur les 193 des Etats de l'ONU lors du vote approuvant son entrée dans le Conseil de sécurité. «C'est du jamais vu pour notre pays», explique Didier Reynders (MR). Le ministre belge des Affaires étrangères et de la Défense présentait lundi les priorités de la Belgique dans ce mandat.

Réduire le Conseil de sécurité à ses 5 membres permanents est un trompe-l'œil. Les sièges non-permanents offrent un statut bien plus important qu'on ne peut l'imaginer. «Les membres permanents ont un droit de veto, mais il faut la majorité, 9 Etats sur les 15 du Conseil pour adopter une décision», poursuit le ministre Reynders.

Présidence belge

Le point d'orgue du mandat sera la présidence dont le rôle est de fixer

l'ordre du jour. «La Belgique doit présider le Conseil de sécurité à partir de février 2020», dit un diplomate. Cette date, déterminée par ordre alphabétique, pourrait encore changer, tous les membres du Conseil de sécurité n'ayant pas encore fait acte de candidature. Le rôle d'arbitrage de la présidence est crucial. Quand un Etat veut mettre un point à l'ordre du jour, c'est elle qui lance les consultations politiques.

L'essentiel des travaux du Conseil de sécurité se déroule dans une petite pièce près de la grande salle du Conseil, où seuls peuvent pénétrer trois personnes par délégation. «La salle est tellement étroite que la corpulence d'un expert a posé problème lors d'une réunion», sourit un diplomate. L'enceinte a connu les heures les plus tendues de la guerre froide.

Le poids de l'Europe

L'Union européenne dispose de cinq membres au Conseil de sécurité dont deux permanents (France, Royaume-Uni, Belgique, Allemagne, Pologne), ce qui représente un tiers de l'institution.

Les Européens se coordonnent lors de rencontres informelles à New York, appelées «risottos», présidées par la Haute représentante de l'UE, Federica Mogherini.

Jusqu'ici, l'UE avait un poids conséquent mais le départ du Royaume-Uni changera la donne. «Après le Brexit, nous ne serons plus que quatre pays de l'UE», déplore Didier Reynders, nous ferons tout pour conserver des relations étroites avec Londres.» D'aucuns verraient bien l'UE disposer d'un siège au Conseil de sécurité ou l'Allemagne y accéder.

Cinq diplomates iront grossir les effectifs belges à New York durant ces deux années. Parmi eux, un diplomate détaché des Pays-Bas, Ilan Cohen, sera chargé du Moyen-Orient. C'est un des atouts du Benelux, lorsqu'un des trois pays de l'organisation occupe un siège au Conseil de sécurité, il ouvre ses rangs à un diplomate des deux autres.

La Belgique est attendue sur plusieurs questions critiques comme le Sahel où elle a envoyé des militaires, la Syrie, les sanctions contre la Somalie, la poursuite des accords sur le nucléaire avec l'Iran. Elle l'est encore plus sur les élections en République démocratique du Congo.

La Belgique appelle le Congo à la transparence

La RDC, l'un des dossiers les plus importants pour la Belgique, voire le dossier clé, où son expertise est cruciale. Didier Reynders a lancé un appel aux autorités congolaises après la publication tardive et chaotique des résultats électoraux. Une situation évoquée vendredi au Conseil de sécurité. «Il faut reconnaître que beaucoup de Congolais ont pu s'exprimer lors de ces élections, mais il y a eu des retards et des hésitations», affirme le ministre. La Belgique demande deux choses à la RDC. «Une réouverture des communications, de l'internet et la possibilité aux journalistes d'entrer dans le pays, dit-il, et de la transparence. Nous demandons à la Ceni (Commission électorale du Congo, NDLR) de publier tous les PV des élections afin de vérifier s'il y a bien concordance entre les votes et les résultats publiés.»